

La Chine en Asie continentale Vers de nouvelles configurations régionales en périphérie du territoire chinois ?

SANJUAN, Thierry, 2004, dans Christian TAILLARD, dir., *Intégrations régionales en Asie orientale*, Paris, Indes savantes, pp. 321-339.

Une lecture courante, et légitime à une échelle macroscopique, veut que la Chine puisse se découper en trois grandes régions (le littoral, la Chine dite « intérieure » et l'Ouest périphérique), et que la libéralisation denguiste ait aggravé des inégalités régionales héritées de la période moderne, à peine atténuées par les politiques des trente premières années du régime communiste et longtemps déguisées par un cloisonnement local et autarcique. Surtout, pour nombre d'observateurs, le littoral, la Chine qui compte, celle des grandes métropoles, tournerait désormais, dans sa logique d'extraversion économique, le dos à une Chine intérieure qui s'enfoncerait, elle, dans un relatif sous-développement. Une image classique, reprise par une célèbre série télévisée chinoise diffusée en 1988 *Élégie pour un fleuve*, oppose une Chine littorale de l'initiative marchande, intellectuelle et ouverte sur le monde extérieur à une Chine terrestre, confucéenne et impériale. La première serait finalement en passe de l'emporter.

Espace morcelé aussi bien dans son histoire traditionnelle que récente, le territoire chinois connaîtrait ainsi aujourd'hui une fracture régionale non seulement dans ses taux de croissance économique mais aussi, et surtout, dans la nature de son développement. Dès lors doit-on concevoir la Chine non littorale comme un cul-de-sac ? Un arrière-pays simplement susceptible d'abriter les effets secondaires d'un développement à l'initiative duquel il n'aurait pas part ? Et, dans ses terres les plus continentales, comme une marge délaissée, abandonnée par les dynamiques à l'œuvre depuis 1978 et fermée au monde environnant ?

Une nécessaire réévaluation de la fracture régionale

Le tropisme du développement littoral

Les réformes de la Chine d'après Mao n'ont pas également touché le territoire national. Une stratégie d'ouverture sur l'extérieur a succédé à trois décennies d'enfermement politique et économique, que la politique de la « troisième ligne de défense » appliquée à la fin des années 1960 et visant la localisation de bases d'industries à vocation essentiellement militaire au centre et au sud-ouest du pays avait caricaturées. Le mouvement amorcé en 1978 a au contraire largement favorisé la façade littorale et les villes portuaires chinoises, faisant de ces dernières les principales fenêtres d'intégration au monde développé.

L'Asie maritime est ainsi redevenue l'horizon privilégié de l'extraversion chinoise. Elle est le point de départ des voies maritimes vers les États-Unis, l'Europe ou l'Australie, et surtout le lieu d'un partenariat régional déterminant pour le développement économique de la Chine. Celle-ci recevait les deux tiers de ses investissements directs étrangers effectivement utilisés en 1999 de la seule Asie orientale, dont évidemment Hong Kong et Taiwan mais aussi le Japon, Singapour et la Corée du Sud. Selon les douanes chinoises, elle réalisait par ailleurs la moitié de son commerce extérieur avec cette même Asie (tableau 1).

Tableau 1. Investissements directs étrangers et commerce extérieur entre la Chine et les grands ensembles régionaux de l'Asie en 1992 et 1999 (en millions US dollars)

Grands ensembles régionaux	IDE vers la Chine		Commerce ext. avec la Chine		Exportations depuis la Chine		Importations vers la Chine	
	1992	1999	1992	1999	1992	1999	1992	1999
Asie du Nord	22	23	6 743	6 353	3 013	1 895	3 730	4 459
Part dans le total chinois (%)	0,2	0,1	4,1	1,8	3,6	1,0	4,6	2,7
dont la Russie	16	20	5 862	5 720	2 336	1 497	3 526	4 223
Asie centrale			490	1 351	315	651	175	700
Part dans le total chinois (%)			0,3	0,4	0,4	0,3	0,2	0,4
Sous-continent indien		131	1 239	3 889	960	2 650	279	1 238
Part dans le total chinois (%)		0,3	0,8	1,1	1,1	1,4	0,4	0,8
Péninsule indochinoise	97	162	1 933	6 134	1 301	2 832	632	3 302
Part dans le total chinois (%)	0,9	0,4	1,2	1,7	1,5	1,5	0,8	2,0
dont la Thaïlande	84	148	1 319	4 216	895	1 435	424	2 780
Asie continentale	118	317	10 405	17 727	5 589	8 029	4 815	9 699
Part dans le total chinois (%)	1,1	0,8	6,3	4,9	6,6	4,1	6,0	5,9
Asie maritime du Sud-Est	187	3 127	7 148	20 968	3 368	9 342	3 780	11 625
Part dans le total chinois (%)	1,7	7,8	4,3	5,8	4,0	4,8	4,7	7,0
Asie développée	9 831	23 518	95 764	159 174	52 876	81 668	41 331	77 505
Part dans le total chinois (%)	87,1	58,3	57,9	44,1	62,3	41,9	51,3	46,8
Asie maritime	10 018	26 645	102 912	180 141	56 243	91 011	45 112	89 130
Part dans le total chinois (%)	88,7	66,1	62,2	50,0	66,2	46,7	56,0	53,8
Reste du monde	1 156	13 357	52 291	162 762	23 166	95 891	30 683	66 870
Part dans le total chinois (%)	10,2	33,1	31,6	45,1	27,3	49,2	38,1	40,4

Note : Nous entendons par l'Asie du Nord la Corée du Nord, la Mongolie et la Russie ; par l'Asie centrale l'Afghanistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan ; par le sous-continent indien le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, le Népal et le Pakistan ; par la péninsule indochinoise le Myanmar, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Viêt-nam ; par l'Asie maritime du Sud-Est Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et Singapour ; et par l'Asie développée la Corée du Sud, Hong Kong, le Japon, Macao et Taïwan. Sources : ZTN 1993 : 638-640 et 648-649 ; et CSY 2000 : 593-595 et 606-608.

Le renouveau récent des grandes villes littorales chinoises comme Shanghai, Pékin, Tianjin ou Canton en fait aujourd'hui, mieux que les zones économiques spéciales des années 1980, les véritables laboratoires des réformes des structures économiques chinoises, ainsi que des espaces urbains en complet renouvellement, et surtout les pôles de la modernisation technologique, sociale et culturelle de la Chine. Les autorités municipales, les acteurs économiques, chinois ou étrangers, et les populations locales voient en elles – et tout particulièrement Shanghai – les nouvelles têtes de pont chinoises de l'Asie développée. De véritables régions mégapolitaines viennent les compléter et les insèrent dans un tissu littoral plus large (Sanjuan 1999). L'ensemble de la côte accueillait ainsi 88 % des investissements étrangers directs effectivement utilisés par les régions chinoises en 1999 et comptait pour 59 % du PIB national (CSY 2000 : 61 et 609).

Les nouvelles solidarités que les métropoles chinoises du littoral nouent avec le monde extérieur passent par des flux d'hommes, d'informations, de capitaux, de marchandises qui parcourent les autres capitales et grandes villes portuaires de l'Asie du Nord-Est. Les relations transnationales croissantes entre Hong Kong, Shanghai, Tianjin, Pékin et les villes riveraines des mers de Chine et de l'Asie du Sud-Est que sont Jakarta, Singapour, Bangkok, Kaohsiung, Taïpei, Kobé, Tokyo, Pusan, Séoul ont déjà été soulignées (Gipouloux 1996, 1998). Cette intégration régionale des métropoles chinoises suggère l'émergence d'un espace « Méditerranée » à l'échelle de l'Asie orientale, mais elle remet aussi en question l'unité du territoire chinois et réactive les

risques d'une véritable rupture entre la façade maritime de la Chine et son arrière-pays continental.

La prise en compte de la profondeur terrestre

L'objet de ce texte n'est pas de nuancer le rôle fondamental du littoral dans l'ouverture, l'essor économique et les mutations sociales de la Chine actuelle. Mais il entend aborder autrement la question du territoire chinois et de ses nouvelles intégrations transnationales en Asie, suivant un angle qui tienne compte de toute la profondeur terrestre de ce pays. Ni le régime en place, ni même les Chinois ne perçoivent le continent comme un strict arrière-pays de la façade littorale. Les Chine centrale et occidentale restent au cœur du projet national, malgré leur relatif isolement géographique et leur sous-développement tant économique qu'humain, et elles ont fait partie des soucis majeurs des politiques chinoises de développement dans les années 1990.

Tableau 2a. Attributions budgétaires de l'État en infrastructures de base et leur rapport au nombre d'habitants en 1999

	Attributions de l'État (millions de yuans)	Attributions par habitant (yuans/hab.)	Projets du gouvernement central (millions de yuans)	Projets par habitant (yuans/hab.)
Littoral Part dans le total chinois	53 951 44 %	106	162 061 50 %	317
Intérieur Part dans le total chinois	52 322 42 %	88	122 102 38 %	204
Ouest Part dans le total chinois	17 125 14 %	128	36 808 11 %	276
dont le Xinjiang	4 310 (3 %)	243	19 472 (6 %)	1 098
dont le Tibet	2 428 (2 %)	948	725 (0,2 %)	283
Chine	123 398	99	320 971	258

Note : Nous entendons par le littoral le Fujian, le Guangdong, le Guangxi, Hainan, le Hebei, le Jiangsu, le Liaoning, Pékin, le Shandong, Shanghai, Tianjin et le Zhejiang ; par l'intérieur l'Anhui, Chongqing, le Gansu, le Heilongjiang, le Henan, le Hubei, le Hunan, le Jiangxi, le Jilin, le Shaanxi, le Shanxi et le Sichuan ; et par l'Ouest le Guizhou, la Mongolie-Intérieure, le Ningxia, le Qinghai, le Tibet, le Xinjiang et le Yunnan. Source : CSY 2000 : 96, 174 et 191.

Alors que les régions littorales confortaient leur primauté dans l'organisation de l'espace chinois, Pékin a joué le rôle principal dans l'édification de projets de développement en Chine centrale (élévation de Chongqing au statut de municipalité de rang provincial, construction du barrage des Trois Gorges) et dans la volonté de réduire la pauvreté dans les provinces du Sud-Ouest (Yunnan, Guizhou, Guangxi). Pékin a également poursuivi sa politique traditionnelle de colonisation et de mise en valeur par les Han des régions occidentales (Mongolie-Intérieure, Xinjiang, Tibet), mais dans un contexte géopolitique en profonde mutation (disparition de l'URSS, montée des revendications nationales et religieuses). Le gouvernement chinois a enfin suscité ou participé à de nouvelles coopérations transfrontalières : coopération sino-soviétique puis sino-russe, région du Grand Mékong, programme du fleuve Tumen. Il les a également autorisées à des niveaux régionaux : synergie économique entre le Heilongjiang et l'Extrême-Orient russe, création de zones de développement ouvertes au Xinjiang.

Tableau 2b. Attributions budgétaires de l'État pour le renouvellement des immobilisations et l'innovation technologique, et leur rapport au nombre d'habitants en 1999

	Attributions de l'État (millions de yuans)	Attributions par habitant (yuans/hab.)	Projets du gouvernement central (millions de yuans)	Projets par habitant (yuans/hab.)
Littoral Part dans le total chinois	6 236 58 %	12	78 128 50 %	153
Intérieur Part dans le total chinois	3 807 35 %	6	65 908 42 %	110
Ouest Part dans le total chinois	704 7 %	5	13 353 8 %	100
dont le Xinjiang	149 (1,4 %)	8	3 509 (2 %)	198
dont le Tibet	107 (1 %)	42	158 (0,1 %)	62
Chine	10 747	9	157 389	127

Note : Nous entendons par le littoral le Fujian, le Guangdong, le Guangxi, Hainan, le Hebei, le Jiangsu, le Liaoning, Pékin, le Shandong, Shanghai, Tianjin et le Zhejiang ; par l'intérieur l'Anhui, Chongqing, le Gansu, le Heilongjiang, le Henan, le Hubei, le Hunan, le Jiangxi, le Jilin, le Shaanxi, le Shanxi et le Sichuan ; et par l'Ouest le Guizhou, la Mongolie-Intérieure, le Ningxia, le Qinghai, le Tibet, le Xinjiang et le Yunnan. Source : CSY 2000 : 96, 174 et 191.

Dans les faits, 14 % des attributions budgétaires de l'État en constructions de base et 11 % des crédits alloués à des projets du gouvernement central étaient destinés à l'Ouest chinois en 1999 – mais seulement 7 et 8 % quand il s'agit du renouvellement des immobilisations et de l'innovation technologique – (tableaux 2a et 2b), alors que celui-ci représentait moins de 7 % du PIB national. Les autorités centrales entendent officiellement renforcer cet effort et elles prônent aujourd'hui un aménagement du territoire plus équilibré entre la façade maritime et la Chine occidentale.

Le défi territorial est multiple pour les autorités centrales. Il leur faut maintenir l'unité nationale du territoire chinois, répondre au décalage grandissant entre le littoral et le reste du pays, intégrer les Chine « intérieure » et occidentale dans une logique de développement pour répondre aux mécontentements des populations, enfin ouvrir les périphéries chinoises aux pays frontaliers tout en assurant les conditions de la sécurité du territoire et celles d'un *leadership* que la Chine revendique aussi bien en Asie terrestre qu'en Asie maritime.

Dans quelle mesure l'ouverture chinoise est-elle un facteur de mutation des espaces périphériques à la Chine, et l'occasion de liens renouvelés entre les centres chinois littoraux – Pékin mais aussi Shanghai ou le pôle Canton - Hong Kong – et ces marges historiquement colonisées par les Han impériaux, républicains, puis communistes ? Après avoir situé la Chine dans le contexte géopolitique de l'Asie continentale depuis la deuxième moitié des années 1980, ce texte analyse les nouvelles coopérations transfrontalières entre la Chine et ses pays voisins, ainsi que les limites à l'ouverture qu'apporte localement une question ethnique toujours plus pressante.

Les enjeux géopolitiques de la Chine en Asie continentale

Une nouvelle configuration géopolitique favorable à la Chine

La Chine n'est pas seulement le plus grand pays d'Asie. Sa situation géographique et la longueur de ses frontières aussi bien terrestres (21 700 km), avec pas moins de quatorze pays limitrophes, que maritimes (14 500 km), la placent au cœur des principales questions régionales du continent asiatique. Ses fenêtres sur le Nord sibérien, l'Asie centrale, l'Inde – son rival continental –, la péninsule indochinoise et la mer de Chine ont été traditionnellement des lieux d'expansionnisme politique et d'influence culturelle, de conflits frontaliers, de revendications territoriales, et de positionnements stratégiques, militaires et diplomatiques.

Sa rupture avec l'URSS en 1960, alliée de la Mongolie, de l'Inde et du Viêt-nam, a provoqué un encerclement qu'elle a perçu pendant près de trente ans comme une menace majeure pour sa sécurité. Son rapprochement avec les États-Unis en 1972 et le dégel de ses relations avec Moscou à partir de 1985 ont permis à Pékin de casser dans un premier temps cet isolement. Puis, avec la disparition de l'URSS et, ces dernières années, l'affaiblissement du Japon et la crise asiatique, elle apparaît comme la principale puissance de la région répondant à la fois aux trois critères militaire, diplomatique et économique, partageant avec l'Inde le statut d'un grand pays disposant de l'arme nucléaire, et avec le Japon celui d'un socle financier devenu indispensable dans les remous bancaires et boursiers de l'Asie orientale.

Dans ce contexte, les années 1980 ont été un préalable indispensable à l'ouverture des régions frontalières chinoises. Elles furent le temps d'une normalisation des relations entre la Chine et l'URSS grâce à l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en 1985. Ce dernier s'engage à Vladivostok, le 28 juillet 1986, à réduire les forces militaires soviétiques en Asie. Le sommet à Pékin entre Deng Xiaoping et Gorbatchev scelle en mai 1989 la réconciliation sino-soviétique. Il permet alors l'officialisation et l'approfondissement d'une ouverture frontalière amorcée dès 1982. Surtout, la normalisation du 18 mai 1989 engage la Chine et l'URSS dans un processus de régularisation de leurs frontières communes (Niquet 1990).

Des litiges frontaliers largement résolus

Les litiges frontaliers ont en effet été la source de nombreuses complications diplomatiques, et parfois de conflits militaires entre la Chine et ses voisins d'Asie continentale. Pékin envahit en 1962 les territoires sous administration indienne du Ladakh et de la NEFA (North East Frontier Agency), cette dernière zone correspondant à la « ligne Mac Mahon » fixée en 1914 par les accords entre la Grande-Bretagne, le Tibet alors indépendant et la Chine républicaine. Les Chinois se retirent ensuite à 20 km en deçà de cette ligne, mais se maintiennent dans l'Aksai Chin – à l'exception d'une bande de 20 km (Joyaux 1993 : 12-20). Les troupes chinoises et soviétiques se sont également opposées sur le fleuve Oussouri en 1969. La Chine entend enfin « donner une leçon » au Viêt-nam en 1979.

Alors que la Chine mène une politique offensive de positionnement territorial en mer de Chine (prise des Paracels en 1974 et d'îles dans les Spratleys en 1988), les conflits frontaliers terrestres sont plus l'occasion d'une démonstration de force qu'ils ne sont issus d'une réelle volonté d'expansion. Pékin s'accommode le plus souvent, sans le reconnaître officiellement, des frontières héritées des traités imposés à l'Empire des Qing au XIX^e siècle. Il est vrai qu'elle ne peut arguer de la présence de populations chinoises sur ses périphéries pour justifier ses conquêtes éventuelles, qu'il lui faut au contraire conforter ses frontières englobant des territoires de peuplement non han, et elle ne veut surtout pas compromettre son développement économique actuel par une quelconque guerre frontalière.

Les accords du 16 mai 1991 avec Moscou ont *de facto* entériné les frontières au nord-est du pays héritées des « traités inégaux » conclus entre 1721 et 1860 (traités d'Aigun en 1858 et de Pékin en 1860). Reste néanmoins en suspend la question de trois îles : l'une située sur l'Amour et deux autres à la confluence de l'Amour et de l'Oussouri (Chauviré 2000). En Asie centrale, de nouvelles républiques, issues de l'ancien découpage soviétique, émergent lors de la disparition de l'URSS en 1991. Ces républiques sont alors soucieuses d'affirmer leur indépendance nationale et d'être reconnues comme États. Aussi, ces pays voisins de la Chine reconnaissent-ils aussitôt leurs frontières orientales, datant de 1864 (traité de Tchougoutchak) pour le Kazakhstan et le Kirghizistan, et d'une frontière de fait avec l'Empire russe en 1895 pour le Tadjikistan, même si, dans ce dernier cas, la Chine conteste pour sa part l'accord secret russo-britannique de 1895 concernant le Pamir Tadjik (Collin-Delavaud 1997). Parallèlement, la Chine a réduit ses troupes stationnées le long de la frontière avec les républiques d'Asie centrale en 1996.

En revanche, les litiges frontaliers avec l'Inde ne sont toujours pas résolus : l'Aksai Chin est occupé par la Chine depuis 1962 et Pékin revendique plusieurs territoires au sud-ouest et sud-est du Tibet, alors que New Delhi a fait savoir aux autorités chinoises en 1998 que les menaces atomiques indiennes s'adressent aussi bien au Pakistan qu'à la Chine. Enfin, le Viêt-nam et la Chine entament un début de normalisation de leurs relations en 1991 et les négociations, qui ont abouti sur les frontières terrestres, restent le lieu de vives oppositions entre les deux États concernant les Paracels et les Spratlys. Les autres frontières terrestres de la Chine ont fait l'objet d'accords diplomatiques déjà anciens avec la Birmanie (1960), le Népal (1961), la Mongolie (1962), l'Afghanistan (1963) et le Pakistan (1963) (Chaliand *et al.* 1997 : 124-135).

Ce contexte d'apaisement militaire et diplomatique, ces dix dernières années, a déplacé les questions de sécurité pour la Chine. Le seul risque majeur, exception faite de la question de Taiwan considérée par la Chine comme une affaire intérieure, reste actuellement celui d'une réconciliation coréenne : elle forcerait les États-Unis à directement présenter la Chine comme la première menace militaire en Asie, afin de justifier la présence de leurs troupes dans la région et le programme antimissile qu'ils ont proposé à leurs alliés régionaux, la Corée du Sud et le Japon. Sur ses frontières continentales, la Chine jouit par contre d'une position véritablement favorable, grâce à l'influence diminuée de Moscou et la présence de républiques d'Asie centrale enclavées et fragilisées par des questions intérieures d'ordres économique et politique. Aujourd'hui, Pékin doit surtout faire face à des défis locaux, sur lesquels elle cherche l'accord des régimes politiques voisins.

Pékin et la menace islamiste en Asie centrale

Le principal défi régional que partage Pékin avec les républiques d'Asie centrale – et Moscou – tient dans la montée du fondamentalisme islamiste dans la région, un islamisme porté par le succès des talibans en Afghanistan et soutenu par la république musulmane pakistanaise, par ailleurs alliée de la Chine dans le contexte géopolitique du sous-continent indien.

Cette menace islamiste existe, aux yeux de Pékin, à plusieurs échelles : elle risque de déstabiliser les régimes au pouvoir en Asie centrale, partenaires reconnus de la Chine, et de nourrir à l'intérieur de son territoire les revendications ouïghoures du Xinjiang. Trois mouvements islamistes dominent la région et sont soutenus par les talibans d'Afghanistan : le Mouvement islamique ouzbekh, qui entend créer un gouvernement religieux en Ouzbékistan, le Parti de la libération, qui appelle à un califat unifié en Asie centrale, et le Parti de Dieu, implanté dans la vallée du Ferghana (Rashid 2000). Plus globalement, les régimes d'Aqmola, Bichkek, Douchanbé et surtout Tachkent, aidés militairement et économiquement par l'Europe, les États-Unis, la Russie et la Chine dans leur lutte contre ces mouvements, n'entendent pas soulever la question d'un nationalisme ethnique où ils auraient eux-mêmes tout à perdre.

En Afghanistan, des militants islamistes ouïghours sont militairement formés par les talibans et de nombreux ouïghours étudient dans leurs écoles coraniques. Les talibans entretiennent en outre des liens avec les mouvements ouïghours séparatistes exilés aux Kazakhstan et Kirghizistan, ou situés dans la région chinoise du Xinjiang. Biens de consommation, denrées alimentaires mais aussi d'importantes quantités d'héroïne, dont l'Afghanistan est devenue le principal producteur mondial, franchissent illégalement la frontière sino-afghane (Rashid 1999).

Pour lutter contre une telle menace, lors de la visite de Boris Eltsine à Shanghai en 1996, la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan ont réuni leur force et créé le groupe dit « de Shanghai ». Celui-ci s'est donné pour principal objectif de lutter de chaque côté des frontières contre le fondamentalisme religieux, les revendications séparatistes et les trafics d'armes et de drogue. Ainsi, d'anciens leaders des émeutes ouïghoures anti-Pékin à Yining en février 1997, réfugiés et demandant l'asile politique au Kazakhstan, ont été extradés vers la Chine en 1999. La Russie et le Kirghizistan ont également livré aux autorités chinoises les ressortissants

qu'elles réclamaient. En juillet 2000, le sommet des ministres des cinq États à Douchanbe, auxquels l'Ouzbékistan était associé à titre d'observateur, a débouché sur le projet d'un centre antiterroriste situé au Kirghizistan (Ono 2000).

Les nouvelles coopérations transfrontalières

L'essor des échanges commerciaux entre la Chine et ses voisins

Parallèlement, grâce à un rapprochement diplomatique et des litiges frontaliers largement résolus, la Chine a vite vu croître les échanges commerciaux et les collaborations économiques avec ses voisins. Son commerce avec l'URSS a repris en 1982, et les principes d'une coopération économique sino-soviétique étaient signés au niveau ministériel entre Pékin et Moscou en 1984. Le commerce extérieur chinois avec l'URSS est passé de 735 millions de yuans en 1982 à 2,6 milliards de dollars états-uniens en 1986, puis à 4,4 milliards de dollars états-uniens en 1990 (ZTN 1984 : 386 ; ZTN 1988 : 726 ; et ZTN 1991 : 622).

Si les échanges sino-russes sont ensuite tombés de 4 à moins de 2 % du commerce extérieur chinois – avec même une baisse en valeurs absolues – entre 1992 et 1999, les autres pays voisins de la Chine en Asie continentale semblent avoir pris la relève de la Russie dans la période : leur commerce avec la Chine a globalement triplé en valeurs absolues (tableau 1). Le commerce de la Chine avec la péninsule indochinoise a crû le plus fortement, passant de 1,9 à 6,1 milliards de dollars états-uniens, et les échanges avec la seule Thaïlande représentaient plus des deux tiers de ce total indochinois.

Toutefois, il faut aussi souligner que la part des liens commerciaux avec l'Asie terrestre reste encore faible dans le commerce extérieur total chinois. Même si elle a augmenté – hors la Russie – de 2,3 à 3,2 % (4,9 % avec la Russie en 1999), cette part pesait peu face à l'Asie maritime (50 % du total chinois) et notamment développée (44 %).

L'impact de la décentralisation denguiste sur les provinces frontalières

Les provinces ou régions frontalières chinoises (Heilongjiang, Xinjiang, Yunnan et Guangxi notamment) ont été les acteurs déterminants de l'ouverture de la Chine sur l'Asie continentale. La politique denguiste de décentralisation après 1978 a permis aux échelons provincial et local d'être progressivement libérés des contraintes d'une économie centralisée et planifiée. Les initiatives en matière de commerce extérieur et d'investissements étrangers ont été graduellement abandonnées des ministères centraux aux autorités locales, et les échanges économiques entre les provinces frontalières chinoises et les États voisins (ou leurs provinces riveraines) ont connu un essor rapide : le Heilongjiang réalise logiquement la plus grande part de son commerce extérieur avec l'Extrême-Orient russe, le Xinjiang avec les républiques d'Asie centrale et le Yunnan avec la péninsule indochinoise.

À l'occasion, les autorités locales jouent également, auprès de Pékin, des difficultés ethniques et des risques séparatistes que rencontrent certaines d'entre elles, pour s'aménager une plus grande autonomie mais aussi obtenir du Centre un soutien financier destiné au développement de leur province ou région. Ce soutien est très inégal, distribué en fonction des enjeux géostratégiques et militaires – comme la base d'essais nucléaires du Lob Nor au Xinjiang –, des risques vrais de déstabilisation interne des provinces ou régions en question et de leur impact sur l'économie et l'équilibre politique du pays. Ainsi, les attributions budgétaires de l'État en infrastructures de base étaient, pour le Xinjiang, près du double de celles du Tibet, les crédits accordés à des projets gouvernementaux étant eux dans un rapport de 1 à 27 pour ces deux régions autonomes en 1999 (tableaux 2a et 2b).

Aux commerces officiels viennent enfin se greffer des échanges transfrontaliers illégaux, et par là même mal connus. Liés à la porosité des frontières, il peut s'agir de commerces licites

(articles de confection, produits alimentaires ou pharmaceutiques, appareils ménagers...) mais aussi illicites (drogue, armes...). Dans le Nord-Est, les *shuttle-traders* chinois ou russes font fabriquer et achètent à bas prix des marchandises en Chine, puis les revendent en Russie. Le long de la frontière sino-birmane, les villes connaissent actuellement une rapide expansion grâce à l'héroïne et au jeu. Muse, ville de garnison birmane, mais aussi lieu d'une forte corruption des autorités locales, abrite des laboratoires de drogues et des casinos, où les Chinois continentaux se fournissent en héroïne.

L'apparition de régions transfrontalières

Cette ouverture frontalière s'est surtout traduite, comme celle le long du littoral, par la création de zones franches. Nombre de villes frontalières se sont vu accordée l'autorisation de commercer avec l'étranger, bénéficiant de taxes douanières réduites et de régimes fiscaux privilégiés. Suifenhe, sur la frontière sino-russe, devient en 1982 le port de commerce officiel des échanges sino-soviétiques. Manzhouli et Heihe l'année suivante, Tongjiang sur le fleuve Amour en 1986, puis Mohe, Huma et Hunchun entre 1986 et 1991 accèdent au rang de ports de commerce intérieurs (Chauviré 2000). D'autres villes sont ouvertes en 1992 : dans le Nord-Est, la capitale du Heilongjiang Harbin et celle du Jilin Changchun ; en Mongolie-Intérieure, la capitale provinciale Hohhot et la ville frontalière Erenhot ; au Xinjiang, la capitale Urumqi et les villes frontalières Tacheng, Bole et Yining ; au Yunnan, la capitale Kunming et les villes frontalières avec le Myanmar Wanding, Ruili et avec le Viêt-nam Hekou ; et au Guangxi, la capitale Nanning et les villes frontalières avec le Viêt-nam Pingxiang et Dongxing.

Dans un tel contexte, les infrastructures de liaison transfrontalière ont été rénovées ou – le plus souvent – créées. Les ponts et les routes ont été multipliés sur l'Amour. La voie ferrée entre Urumqi et Almaty a été achevée, avec l'ambition officielle de créer un axe reliant directement les métropoles du littoral chinois à celles d'Europe. Des voies aériennes ont été mises en place, comme Harbin-Vladivostok en 1989. Surtout, les régions frontalières connaissent depuis plusieurs années une urbanisation ponctuelle fondée sur la complémentarité de villes qui se font face de chaque côté de la frontière. Des « villes-doublons », sur le fleuve Amour par exemple, telles que Manzhouli-Zabailask, Heihe-Blagovestchensk, Tongjiang-Nizleninskoïe ou Suifenhe-Pogranichny ont émergé dans le Nord-Est. Leur jumelage a été renforcé par le lancement de districts de développement transfrontaliers en 1990. Villes bilingues et mêlant des populations très différentes, elles sont d'importants pôles de commerces en tout genre, de négociations économiques interrégionales et de production industrielle grâce aux avantages concédés aux délocalisations et à la création de *joint-ventures*.

Après la disparition de l'URSS et la crise économique que traverse l'actuelle Russie, la Chine apparaît ainsi comme une nouvelle puissance dominante pour ses voisins. Elle jouit de sa réussite économique auprès d'un Extrême-Orient russe en débâcle, de républiques d'Asie centrale en grave difficulté et de ses voisins immédiats de la péninsule indochinoise sortant avec peine du sous-développement. Une telle configuration géopolitique et économique a de sensibles conséquences locales. L'envie, la méfiance, voire la peur habitent les esprits. Pékin aime à rappeler que le niveau de vie des musulmans chinois est meilleur que celui des musulmans des républiques d'Asie centrale. Alors que l'ouverture sur l'Extrême-Orient russe s'était surtout fondée, après un échange de produits alimentaires contre de la technologie, sur celui d'une main-d'œuvre chinoise contre des matières premières, des réactions violemment anti-chinoises dans les territoires de l'Asie « blanche », ressuscitant la peur du « péril jaune », ont mené la Russie à une politique de restriction des entrées à la frontière depuis 1994. Cette politique a réduit du même coup l'activité des *shuttle-traders*.

La multiplication des coopérations interétatiques

Enfin, à plus petite échelle, Pékin utilise ses périphéries territoriales et leur ouverture sur l'extérieur comme bases d'appui pour négocier de nouveaux rapports de force avec ses voisins et s'assurer un rayonnement au-delà de ses strictes limites frontalières. L'État central s'avance en son nom propre dans les relations diplomatiques, les partenariats militaires – avec la Birmanie ou le Pakistan –, et les accords commerciaux ou de coopération globaux comme celui d'une coopération sino-soviétique en 1984 ou bien l'accord obtenu par la Chine de faire passer *via* le Kazakhstan un oléoduc long de 3 000 km qui relierait la mer Caspienne au Xinjiang puis au littoral chinois, cela au nez des États-Unis, de Moscou et des autres protagonistes de la région en 1997 (Becquelin 1997b). Il est par contre plus difficile d'identifier quel est l'acteur prédominant entre Pékin et la province chinoise négociatrice dans les programmes transnationaux région du Grand Mékong ou zone de développement économique du fleuve Tumen.

La Commission du Mékong réunit les quatre États riverains du bassin inférieur et, à titre d'observateurs, le Myanmar et la province chinoise du Yunnan. En revanche, le Yunnan et l'ensemble des pays de la péninsule indochinoise participent au programme région du Grand Mékong, initié par la Banque asiatique de développement. Contrôlant le cours amont du Mékong – appelé Lancang en Chine –, Pékin est en position de force, notamment pour réduire les risques d'inondation en aval, améliorer la navigabilité du fleuve, faciliter l'irrigation des terres ou produire de l'énergie. Des barrages chinois ont déjà été construits ou sont à l'étude sur les affluents du Lancang, comme la station hydroélectrique de Tianshengqiao édifiée dès 1946 sur la rivière Xi'er, et sur son cours principal (Manwan, Dachaoshan, Xiaowan, Jinghong), le premier ayant été achevé en 1993. L'État chinois finance ces barrages et les industries polluantes chinoises représentent une menace réelle pour les eaux du Mékong. Dans ce cas, on peut penser que le Yunnan, province dont l'enclavement et le niveau de développement ne peuvent qu'entraîner une dépendance sévère par rapport à Pékin, joue le rôle de paravent pour les autorités centrales dans leur positionnement face aux pays de la péninsule indochinoise.

La question ethnique reste au cœur des politiques de l'État central

L'ambiguïté actuelle des politiques chinoises

Les provinces et régions frontalières chinoises, hier marges fermées à l'étranger et lieux potentiels de conflits militaires, sont ainsi devenues depuis vingt ans des territoires stratégiques d'intégration économique et politique de la Chine en Asie continentale. Dans le même temps, elles sont aussi restées, aux yeux des Chinois, des périphéries à intégrer politiquement, culturellement et économiquement à la puissance han, suivant un projet impérial jamais véritablement abandonné.

Les politiques chinoises au nord et à l'ouest de la Chine sont aujourd'hui plus ambiguës que dans les débuts du régime. Alors que les années 1950 à 1970 et notamment la Révolution culturelle furent une longue période de tentatives brutales d'assimilation des nationalités minoritaires en Chine et de destructions systématiques des symboles le plus souvent religieux de leurs identités, les réformateurs chinois reconnaissent dorénavant la spécificité des peuples minoritaires, ils soulignent complaisamment l'accès de certains de leurs membres aux rangs les plus élevés des instances administratives des régions autonomes, et ils organisent une mise en valeur – non sans dérive folklorique et touristique – de leurs spécificités culturelles, pour donner le change tant aux appétits revendicatifs des populations locales qu'à la fierté nationaliste des Han, dont la civilisation est tenue pour supérieure, et aux soucis éthiques des opinions occidentales. Dans les faits, la colonisation han de ces fronts pionniers et une déstabilisation insidieuse des cultures minoritaires sous couvert de développement restent aux échelles locales des constantes de la politique chinoise.

La sinisation continue des marges territoriales

Au total, en Mongolie-Intérieure, les Mongols comptent pour moins de 16 % de la population et les Han pour plus de 80 % ; les Chinois représentaient 6,3 % de la population du Xinjiang en 1949 mais 38 % actuellement, et les Ouïghours sont minoritaires, avec seulement 47 % des 17 millions d'habitants, dans leur région autonome ; 40 % de la population du Tibet est désormais chinoise contre seulement 5 % avant 1950.

Cette sinisation des périphéries se traduit dans l'espace de manières variées. La Mongolie-Intérieure est un véritable front pionnier chinois et les agriculteurs Han sont surtout présents dans la partie méridionale de la région autonome. Par ailleurs, les pasteurs et nomades mongols sont confrontés à une politique systématique de sédentarisation et perdent ainsi les points de repères principaux de leur identité (Beffa et Even 2000). Le Xinjiang peut se subdiviser en deux sous-ensembles territoriaux. La Dzoungarie est principalement peuplée par des Kazakhs et les Han ont colonisé ses plus grandes oasis comme la capitale administrative et industrielle d'Urumqi, le centre industriel et pétrolier de Karamay, avec en périphérie méridionale du bassin sur la route reliant la région autonome à Pékin le pôle pétrolier de Turfan. Le bassin méridional du Tarim abrite, lui, la plupart des oasis ouïghoures, et il connaît un relatif enclavement et sous-développement économique (Collin-Delavaud 1997) : 19 des 25 districts les plus pauvres de la région autonome se trouvent dans la partie sud du Xinjiang.

Les logiques de sinisation s'appuient surtout sur les villes et provoquent le plus souvent un clivage ethnique – doublé d'une nette inégalité en termes de développement économique et social – entre les villes et les campagnes, et au sein même des villes. Ce phénomène est particulièrement visible au Tibet, où les Han n'ont jamais envisagé de coloniser systématiquement des terres hostiles et difficilement assimilables à leurs modes de production agricole. Les Chinois se concentrent dans les villes tibétaines. Par ailleurs, entre 60 et 70 % des 200 000 habitants – soit sept fois plus qu'en 1959 – qui constituent la population de l'agglomération de Lhassa sont chinois et cette opposition ethnique est nettement visible dans l'espace urbain, plus perceptible en cela que dans les villes du Xinjiang. Une sinisation culturelle et sociale touche enfin les citadins tibétains, notamment les jeunes, à travers les activités urbaines, les modes de comportement et de consommation, les loisirs. La langue chinoise surtout remplace le tibétain dans les enseignements secondaire et supérieur, ainsi que dans les médias, et elle est, pour les jeunes générations citadines, le véhicule de la modernité, comme *mutatis mutandis* l'anglais dans les métropoles de la côte (Tournadre et Philip 1999).

La colonisation han face aux revendications autonomistes

Cette mainmise par les Han sur les terres, les richesses naturelles – le Xinjiang a d'importantes réserves de charbon, de pétrole et de gaz naturel – et les villes des marges chinoises suscite chez les nationalités les plus nombreuses et les plus homogènes comme les Tibétains ou les Ouïghours des revendications autonomistes, voire séparatistes, qu'exacerbent les disparités dans le développement et les injustices sociales subies. À la différence des nationalités minoritaires présentes dans le Yunnan ou le Guangxi, depuis longtemps intégrées à la mosaïque ethnique de l'empire chinois, le Tibet a été le lieu d'une civilisation clairement distincte de celle de la Chine, il a été un État souverain et fut indépendant de 1912 à 1950 ; le Xinjiang a, lui, connu une République du Turkestan oriental basée à Yining de 1944 à 1949. L'oppression et la répression chinoises en sont d'autant plus insupportables aux yeux de ces peuples, et elles ont pour effet de les souder contre Pékin en les portant à renforcer les signes de leur identité singulière. Elles amènent aussi certains d'entre eux à chercher aides matérielles et soutien politique auprès des peuples frères au-delà de la frontière.

Les populations ouïghoures contestent l'occupation han, la confiscation d'une partie de leurs terres au profit des colons, le durcissement des politiques démographiques à leur égard,

l'imposition d'un mode de vie chinois, l'augmentation des impôts dont elles font l'objet, et la destination par les Han des ressources locales vers les industries et les villes de la Chine littorale. Des révoltes urbaines ont eu lieu notamment à Yining, puis à Urumqi en février 1997. À cette occasion, les manifestants avaient appelé à la formation d'un État islamique indépendant. Depuis, des attentats au Xinjiang et à Pékin ont été attribués par les autorités aux séparatistes ouïghours. En réponse, le Centre mène une sévère politique répressive. Il a rappelé les fondements matérialistes du marxisme aux cadres locaux du Parti qui avaient renoué avec une pratique religieuse. Depuis 1990, il est fait interdiction à la jeunesse de participer à des activités religieuses, d'assister à des écoles coraniques ou de porter des vêtements rappelant la religion musulmane. Pas moins de 9 000 membres de la police armée chinoise ont été envoyés en février 1999 à Yining pour renforcer la sécurité. Enfin, selon Amnesty International, la plupart des 210 condamnations à mort et des 190 exécutions qui ont eu lieu au Xinjiang entre janvier 1997 et avril 1999 concernaient des Ouïghours convaincus d'activités terroristes ou « subversives » (Lawrence 2000).

Vers une nouvelle distribution des cartes aux frontières ?

Les enjeux multiples représentés par les marges frontalières dans une stratégie chinoise d'intégration à l'Asie continentale, en fonction des risques grandissant d'un déséquilibre entre la Chine littorale et les régions centrales ou occidentales, et dans un contexte de revendications ethniques et séparatistes nourries par les dangers de l'islamisme en Asie centrale, ont forcé les autorités chinoises à reconsidérer récemment leur politique initiale d'aménagement du territoire. En 1988, elles privilégiaient officiellement le littoral et repoussaient dans un lointain XXI^e siècle le temps d'un développement des périphéries chinoises. Aujourd'hui, Pékin souligne l'urgence d'un développement économique et social, afin de répondre aux mécontentements locaux et s'assurer un meilleur contrôle de ces marges désormais ouvertes sur l'extérieur en les intégrant plus fortement au réseau de transport et au tissu économique nationaux.

Le gouvernement central a décidé en mars 2000 de construire 35 000 km de routes, de nouveaux aéroports et d'installer 4 000 km de voies ferrées dans les régions occidentales (du Yunnan au Xinjiang) dans les dix années à venir, afin d'accélérer le développement économique (Jiang 2000). Le Xinjiang devrait recevoir, du Centre et éventuellement des provinces chinoises orientales, 100 milliards de yuans destinés à 70 projets majeurs. Ces projets concerneront également l'agriculture, les télécommunications ou la restructuration des usines, et devraient privilégier le Sud de la région autonome (Lawrence 2000). Parallèlement, les Han poursuivent, avec des aides internationales, leur lutte contre la pauvreté dans les régions du Sud-Ouest (Cai et Sanjuan 2000). Les années à venir diront la part réelle du développement dont les nationalités minoritaires auront pu profiter. Il est vrai que les autorités sont également confrontées à des défis structurels dans ces régions, liés à une faible urbanisation et à un poids très lourd des entreprises d'État.

L'intégration de la Chine à l'Asie continentale a certes bénéficié du succès des réformes économiques chinoises, de liens diplomatiques et commerciaux réactivés avec ses voisins, mais les questions ethniques locales et, en conséquence, celle de l'intégrité du territoire national restent pressantes pour le pouvoir central. Il lui faut insérer les marges frontalières dans un aménagement territorial mieux équilibré, avec d'autant plus d'urgence que l'ouverture à l'extérieur pourrait, à l'Ouest notamment, donner le jour à des forces centrifuges plus menaçantes encore que l'autonomisation des régions littorales, délimitées territorialement et de peuplement han. En cela, les nouvelles configurations régionales en périphérie du territoire chinois sont peut-être les régions les plus révélatrices des défis présents et futurs posés à l'État chinois par sa stratégie d'ouverture et les réformes structurelles qu'il mène depuis la fin des années 1970.

Bibliographie

- ALLES, Élisabeth, 1997, « Stratégies chinoises en Asie centrale et nationalisme minoritaire au Xinjiang », Paris, *Hérodote*, n° 84, pp. 201-216.
- BECQUELIN, Nicolas, 1997a, « Tensions interethniques et pauvreté endémique », Hong Kong, *Perspectives chinoises*, n° 39, pp. 19-28.
- BECQUELIN, Nicolas, 1997b, « Pékin et l'Asie centrale après la fin de l'URSS », Hong Kong, *Perspectives chinoises*, n° 44, pp. 10-21.
- BEFFA, Marie-Lise, et Marie-Dominique EVEN, 2000, « Les Mongols de Chine : colonisation han et mutations des genres de vie », Paris, *Géographie et cultures*, n° 34, pp. 57-86.
- CAI, Zongxia, et Thierry SANJUAN, 2000, « La lutte contre la pauvreté dans la province du Guizhou », Paris, *Géographie et cultures*, n° 34, pp. 41-56.
- CHALIAND, Gérard, *et al.*, 1997, *Atlas de l'Asie orientale. Histoire et stratégies*, Paris, Seuil, 223 pages.
- CHAUVIRE, Marie-Astrid, 2000, « La frontière sino-russe et les nouveaux équilibres régionaux en Extrême-Orient », Paris, *Géographie et cultures*, n° 34, pp. 87-104.
- China Statistical Yearbook (CSY)*, 2000, Pékin, China Statistical Press, 32 et 888 pages.
- COLLIN-DELAUVAUD, Claude, 1997, « Le Xinjiang », Paris, *Hérodote*, n° 84, pp. 177-200.
- DONNET, Pierre-Antoine, 1992, *Tibet mort ou vif*, Paris, Gallimard, 1^{re} édition 1990, 406 pages.
- GIPOULOUX, François, 1996, « Les poussées centrifuges du capitalisme urbain : l'intégration des villes côtières chinoises dans le réseau des métropoles portuaires asiatiques », Paris, *Revue Tiers-Monde*, n° 147, pp. 569-597.
- GIPOULOUX, François, 1998, « Intégration ou désintégration. Les effets spatiaux de l'investissement direct étranger en Chine », Paris, *Perspectives chinoises*, 46, pp. 6-14.
- HE, Daming, et Hsiange-te KUNG, 1997, « Facilitating regional sustainable development through integrated multi-objective utilization, management of water resources in the Lancang-Mekong River Basin », Pékin, *The Journal of Chinese Geography*, vol. 7, n° 4, pp. 9-21.
- JIANG, Xueqin, 2000, « Standing Tall », Hong Kong, *Far Eastern Economic Review*, 7 septembre, pp. 42-43.
- JOYAUX, François, 1993, *Géopolitique de l'Extrême-Orient*, tome II : « Frontières et stratégies », Paris, Éditions Complexe, 1^{re} édition 1991, 275 pages.
- JOYAUX, François, 1995, « La politique chinoise en Asie », Paris, *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 399, p. 4-9.
- LAWRENCE, Susan V., 2000, « Where Beijing fears Kosovo », Hong Kong, *Far Eastern Economic Review*, 7 septembre, pp. 22-24.
- NIQUET, Valérie, 1990, « Le Xinjiang et les républiques soviétiques d'Asie centrale », Paris, *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 355, pp. 53-64.
- NIQUET, Valérie, 1999, « Le face à face entre Pékin et New Delhi depuis les essais nucléaires indiens et pakistanais », Hong Kong, *Perspectives chinoises*, n° 54, pp. 22-30.
- ONO, Masami, et Koichi FURUYA, 2000, « Asie centrale. Pékin et Moscou alliés contre les talibans », Tokyo, *Asahi Shimbun*, repris dans *Le Courrier international*, Paris, n° 508, p. 22.
- RASHID, Ahmed, 1999, « Pourquoi Pékin renoue avec les talibans », Hong Kong, *Far Eastern Economic Review*, repris dans *Le Courrier international*, Paris, n° 521, p. 29.
- RASHID, Ahmed, 2000, « Asking for Holy War », Hong Kong, *Far Eastern Economic Review*, 9 novembre, pp. 28-29.
- ROY, Olivier, 1997, *La Nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris, Seuil, 325 pages.
- SANJUAN, Thierry, 1999, « Mutation des rapports ville-campagne et mégapoles asiatiques : l'exemple chinois », dans Jean-Louis Chaléard et Alain Dubresson, dir., *Villes et campagnes dans les pays du Sud. Géographie des relations*, Paris, Karthala, pp. 237-256.
- SANJUAN, Thierry, 2000, *La Chine. Territoire et société*, Paris, Hachette, 189 pages.
- TOURNADRE, Nicolas, et Bruno PHILIP, 1999, « Au Tibet, Pékin veut des citoyens totalement sinisés », Paris, *Le Monde*, 26 janvier, p. 17.

VIENNE, Marie-Sybille de, 1995, « La Chine et les trois États indochinois : économie et politique d'une "normalisation", 1985-1995 », Paris, *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 399, p. 44-49.

Zhongguo tongji nianjian (ZTN) [Annuaire statistique de Chine], 1984, Pékin, Zhongguo tongji chubanshe, 14 et 570 pages.

Zhongguo tongji nianjian (ZTN) [Annuaire statistique de Chine], 1988, Pékin, Zhongguo tongji chubanshe, 19 et 1 028 pages.

Zhongguo tongji nianjian (ZTN) [Annuaire statistique de Chine], 1991, Pékin, Zhongguo tongji chubanshe, 49 et 857 pages.

Zhongguo tongji nianjian (ZTN) [Annuaire statistique de Chine], 1993, Pékin, Zhongguo tongji chubanshe, 49 et 931 pages.